

2020, année dynamique pour les directions juridiques

20/01/2020



Nous avons interrogé trois directeurs juridiques sur leurs projets et priorités pour l'année qui débute. Entre digitalisation, actualité réglementaire, RH et stratégie, ils mènent de front des chantiers variés.

Comment améliorer les flux avec les opérationnels, rationaliser la base de données réglementaires, gérer et automatiser les contrats, centraliser les documents clés ? Ces questions occupent toujours l'esprit des directions juridiques, qui en 2020, prévoient d'accélérer la digitalisation de leur service.

Laure Mélan, directrice juridique et conformité chez Entoria, courtier en assurances, explique : « nous avons vécu l'an dernier la fusion entre notre groupe, Ciprès Vie et

Axelliance, ce qui a étendu le champ de nos prestations et aussi les domaines d'intervention des juristes.

Dans notre métier de l'assurance, les juristes ne sont pas que des supports : nous intervenons dans la conception des produits et ceci très en amont. Suite à la fusion, nos outils bureautiques classiques ne nous suffisent plus pour constituer une base documentaire unique et nous réfléchissons à nous équiper d'un outil corporate. L'idée est de centraliser l'ensemble des contrats, des baux, des contrats d'assurance et aussi pouvoir automatiser, par exemple, des rappels pour des lettres de résiliation, de renouvellement, etc. »

Même préoccupation d'équipement pour Patrick Rémot, directeur juridique et *compliance* de la société d'affichage Clear Channel. « Nous poursuivons la transformation digitale de notre direction, nous nous sommes notamment équipés de la solution Data Legal Drive qui s'appuie sur l'expertise du cabinet d'avocats Staub & Associés. Cet outil facilite la vie de l'entreprise et permet de piloter le risque RGPD conjointement avec les opérationnels, qui renseignent l'outil et qui ont participé à son déploiement ».

Le RGPD toujours clé

Près de 2 ans après son entrée en vigueur en mai 2018, le RGPD et sa mise en application reste donc un sujet brûlant pour les directions juridiques. Chez Clear Channel, un comité RGPD se réunit tous les mois, sous la houlette d'une responsable juridique du pôle droit privé. Ce comité compte 11 personnes, une de chaque département de l'entreprise, et examine notamment l'utilisation de l'outil, la progression des datas renseignées et les ajustements à effectuer.

Autre chantier pour Clear Channel : la *compliance*, et notamment la digitalisation des tâches liées à l'évaluation des tiers. « Les recommandations sont ambitieuses, l'évaluation de milliers de tiers est complexe, c'est pourquoi nous nous sommes tournés vers une legal tech et nous sommes bêta-testeurs pour une solution émanant du cabinet d'avocats Verdun-Verniole », relate Patrick Rémot. Qui souligne au passage l'intérêt pour les juristes d'endosser ce rôle de bêta-testeurs, car ils co-conçoivent une solution informatique pratique, en se posant des questions en tant qu'utilisateurs et en commençant par établir une méthodologie pour l'évaluation des tiers, standardisable dans l'outil. Un projet transversal et enrichissant, en collaboration avec les opérationnels.

Enfin, Clear Channel mène un benchmark pour s'équiper d'une solution de numérisation et de gestion de ses contrats.

Fidéliser les collaborateurs

Comme tous les services, la direction juridique est impactée dès que l'entreprise grossit, fusionne ou amorce un changement stratégique. Idex, groupe industriel actif dans l'énergie, a changé d'actionnaire en 2018. « Depuis début 2019, nous nous développons par des acquisitions notamment à l'étranger. Sur la direction juridique, l'effet a été immédiat : nous avons embauché deux juristes M&A », relate Élodie Cressol, directrice juridique d'Idex. Avec des embauches pour le contentieux et les contrats, l'équipe est passée de 9 à 14 personnes.

Entre acquisitions et export, le service juridique vit une évolution majeure qui nécessite de se perfectionner.

« Toute l'équipe se forme à l'anglais, indispensable pour l'international, et par ailleurs, nous montons de nouveaux panels de cabinets d'avocats, avec entre autres critères, la compétence à l'international », précise Élodie Cressol.

Autre chantier : un benchmark sur les outils corporate, car les relations avec les entités rachetées à l'étranger imposent un reporting et de nouveaux process, tout comme des besoins nouveaux en centralisation et en automatisation des contrats et de la base de données réglementaires.

Idex s'apprête également à recruter pour un poste en *compliance*. Les ressources humaines seront un point d'attention particulier des directeurs juridiques cette année. Ils devront continuer à embaucher sur un marché tendu, tout en fidélisant les talents en interne.

Olga Stancevic

Source URL: <https://www.actuel-direction-juridique.fr/content/2020-annee-dynamique-pour-les-directions-juridiques>